



Présidence
Direction générale
des services

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AVIGNON UNIVERSITE

SEANCE DU 21 SEPTEMBRE 2021

Le 21 septembre 2021 à 14h30, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M^{me} Irina TRANKOVA, Contrôleur budgétaire et administratif de la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES), représentant le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

Collège A

M^{mes} et MM. LE FRIANT, CASTELNUOVO, BLANKE, GIMELLO-MESPLOMB

Collège B

M^{mes} et MM. PRISO-ESSAWE, RAULT, COSTA, LUNARDELLI, DURAND

Collège BIATSS

M^{me} et M. ANDRE, BERRAG

Collège ÉTUDIANT

-

Collège Personnalités Extérieures

M^{mes} et M. GAGNIARD (Ville d'Avignon), FAURE (société AGRO'NOVAE), REBMEISTER (Collège Paul Eluard Bollène)

REPRÉSENTÉ.E.S

M^{mes} et MM. MACE-BARBIER (procuration à M^{me} LE FRIANT), LEFEVRE (procuration à M. PRISO-ESSAWE), WENZEL (procuration à M. COSTA), BERNARD (procuration à M^{me} ANDRE), NABOT (procuration à M. ELLERKAMP), CAILLE (procuration à M. ELLERKAMP), GONTARD (procuration à M. PRISO-ESSAWE)

ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S

MM. GOMES, BRUN, WIDENDAELE, DIONE

PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, présent

M. BOURDAGEAU, Directeur général des services (DGS), présent

M. GUINTOLI, Agent comptable, présent

M. GUIN, Président du Grand Avignon, excusé

INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S

M^{me} ANDRZEJEWSKI, Conseillère sûreté (FSD) et ingénierie des risques (CSIR)

M^{me} BERNARD, Ingénieure Patrimoine

M. BOUSSAT, Directeur des ressources humaines (DRH), Directeur général adjoint (DGA)

M^{me} DRANSART, Directrice de l'Institut universitaire de technologie (IUT)

M^{me} GALNON, Directrice de la Communication

M. LINARES, Vice-président de la Commission de la recherche (VP CR)

M. MARNEFFE, Directeur des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI), Directeur général adjoint (DGA)

M. MARREL, Doyen de l'UFR Droit, Economie, Gestion

M^{me} PORTAL, Chargée d'affaires administratives et institutionnelles

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 21 septembre 2021**

1. Informations générales communiquées par le Président
2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 29 juin 2021
3. Crise sanitaire covid-19 : point d'information sur la rentrée universitaire
4. Ressources humaines :
 - 4.1 Information relative à l'agenda social 2021-2022
 - 4.2 Approbation de la liste des fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire (NBI) au titre de l'année universitaire 2021-2022
5. Approbation du schéma pluriannuel de stratégie immobilière 2015/2020-2023
6. Recherche :
 - 6.1 Mobilité des doctorants
 - Révision du Programme Perdiguier (document de cadrage)
 - Création du Programme d'aide aux cotutelles (document de cadrage)
 - 6.2 Création de l'unité propre de recherche et d'innovation (UPRI) à l'UFR Sciences, Technologies, Santé
 - Approbation des statuts de l'UPRI
 - Actualisation de l'annexe aux statuts de l'UFR Sciences, Technologies, Santé
 - Actualisation des statuts de l'Ecole doctorale « Agrosciences et sciences » (ED 536)
 - 6.3 Création de la *Business Unit* « IGBalance » (LaPEC)
7. Conventions :
 - 7.1 Approbation de la convention de coopération entre Avignon Université et le Lycée général et technologique François Pétrarque d'Avignon au titre de l'année universitaire 2020-2021
 - 7.2 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et le GRETA Vaucluse au titre de l'année universitaire 2021-2022
8. Questions diverses

Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 26

Membres présents : 15

Membres suppléés : 7

Membres absents et non suppléés : 4

1. Informations générales communiquées par le Président

2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 29 juin 2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

3. Crise sanitaire covid-19 : point d'information sur la rentrée universitaire

⇒ Pour information du Conseil d'administration

4. Ressources humaines :

4.1 Information relative à l'agenda social 2021-2022

⇒ Pour information du Conseil d'administration

4.2 Approbation de la liste des fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire (NBI) au titre de l'année universitaire 2021-2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5. Approbation du schéma pluriannuel de stratégie immobilière 2015/2020-2023

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6. Recherche :

6.1 Mobilité des doctorants

- Révision du Programme Perdiguier (document de cadrage)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

- Création du Programme d'aide aux cotutelles (document de cadrage)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.2 Création de l'unité propre de recherche et d'innovation (UPRI) à l'UFR Sciences, Technologies, Santé

- Approbation des statuts de l'UPRI

⇒ Report à la séance du Conseil d'administration du 9 novembre 2021

- Actualisation de l'annexe aux statuts de l'UFR Sciences, Technologies, Santé

⇒ Report à la séance du Conseil d'administration du 9 novembre 2021

- Actualisation des statuts de l'Ecole doctorale « Agrosociétés et sciences » (ED 536)

⇒ Report à la séance du Conseil d'administration du 9 novembre 2021

6.3 Création de la *Business Unit* « IGBalance » (LaPEC)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7. Conventions :

7.1 Approbation de la convention de coopération entre Avignon Université et le Lycée général et technologique François Pétrarque d'Avignon au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7.2 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et le GRETA Vaucluse au titre de l'année universitaire 2021-2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

8. Questions diverses

⇒ Néant

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

1. Informations générales communiquées par le Président

Visite de la Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (ESRI) : la Ministre de l'ESRI s'est rendue sur le site centre-ville de l'université le 2 septembre dernier dans le cadre de sa tournée dans le sud de la France axée sur l'organisation de la rentrée en 100 % présentiel. A cette occasion, la Ministre et sa délégation ont visité le centre éphémère de vaccination implanté dans le bâtiment nord, assisté à une présentation des projets mis en œuvre dans le cadre du plan « France Relance » et participé à une séquence d'échanges libres sur la rentrée universitaire en présence notamment de membres des organisations étudiantes représentées au sein de l'établissement et d'un échantillon d'étudiants tuteurs. Pour clôturer cette visite, la délégation ministérielle s'est entretenue avec l'équipe de direction sur la trajectoire et les projets de l'établissement.

Contrat d'avenir 2021-2027 : les discussions dans le cadre du contrat d'avenir, anciennement contrat de plan Etat-Région (CPER), reprennent suite à une pause pendant la récente période électorale en Région. Il semblerait que les demandes de financements que l'établissement espérait dans le cadre de ses trois projets risquent de ne pas aboutir pour certaines d'entre elles, malgré le soutien réaffirmé par tous les acteurs du territoire, du local au national. Le projet de création d'un *datacenter* régional, qui va bénéficier à tous les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur et de recherche (ESR) du territoire, sous-tend de grands enjeux et réduit d'autant l'enveloppe des moyens susceptibles d'être alloués aux autres projets déposés. En l'état actuel des connaissances, il se peut que les projets portés par Avignon Université ne soient financés qu'à hauteur de 50 %. Si tel était le cas, l'établissement fera ce qu'il peut avec ce qu'il a, quitte à restreindre ses activités pour les mettre en phase avec les moyens qui lui sont octroyés. L'établissement ne peut pas continuer à faire plus que ce qu'il peut. Parmi les options pour amoindrir ces conséquences, le programme d'investissements d'avenir (PIA) permet sur dix ans d'enclencher de nouveaux projets et de rester dynamique et visible dans le paysage national de l'ESR.

PIA4 - Appel à projets « Excellence sous toutes ses formes » (AAP ExcellencES) : la date de dépôt de la deuxième vague au cours de laquelle va candidater l'établissement a été décalée de quelques mois. Le travail a d'ores et déjà été engagé avec le cabinet expert qui accompagne l'université.

Lancement de la vague C d'évaluation 2022-2023 par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) : l'établissement a reçu les premières demandes d'informations de la part du HCERES : liste des formations, des unités de recherche, effectifs étudiants... Des réunions préparatoires vont se tenir à compter de début novembre pour préciser la méthodologie et le calendrier de cette évaluation. Une fois les référentiels communiqués, la Direction des affaires générales et de l'aide au pilotage (DAGAP), en charge du suivi de cette évaluation, sollicitera les services et les composantes pour engager le travail. Il semblerait qu'il y ait quelques dissonances entre, d'une part, la doctrine voulue par le nouveau président du HCERES, une évaluation plus utile, efficace, qui demande moins de travail de préparation et d'écriture aux établissements (dans la vague précédente, le Haut Conseil n'avait demandé aux formations que quelques indicateurs très génériques et seul un échantillon de formations avait été auditionné) et, d'autre part, la nouvelle direction du HCERES.

La période d'évaluation est toutefois un bon moment d'introspection mais aussi de projection vers l'avenir et de partage du projet d'établissement. S'en suit la phase de négociation contractuelle avec le Ministère qui projette l'établissement vers les cinq années futures. Le PIA4 projetant sur dix ans, l'objectif est d'essayer de synchroniser les grands chantiers pour les porter en un seul mouvement, de façon à affiner le projet d'établissement, à accroître son périmètre de partage et de portage, pour en faire un grand moment d'intégration et de projection à l'horizon 2030.

Malgré la trajectoire très méritante de l'établissement que ne manque pas de souligner le Ministère, en recherche et en production scientifique notamment, Avignon Université va atteindre très prochainement les limites de ses capacités. Lors de sa visite, la Ministre de l'ESRI a incité l'établissement à penser différemment de façon à aller encore plus loin dans sa transformation.

En parallèle, ces dernières années, la masse salariale n'a cru que grâce aux moyens issus de la loi « orientation et réussite des étudiants » (dite loi ORE). Avignon Université a largement profité de ce dispositif mais les 4,17M€ alloués à ce titre ont déjà été largement consommés, les recrutements réalisés dans ce cadre produiront également leurs lots de charges. A cela s'ajoutent les 500k€ de fonctionnement convertis en masse salariale. Malgré cet apport financier et les nouveaux recrutements, il est constaté une hausse exponentielle des heures complémentaires dans l'établissement. Les services procèdent actuellement à la vérification d'un certain nombre d'éléments qui pourraient justifier cet état de fait. Si l'analyse ne conduit pas à une explication rationnelle, un audit interne sera lancé sur cette question.

Cartographie des emplois : ce projet a été lancé officiellement début septembre. Il vise notamment à évaluer les compétences disponibles, les possibilités de mobilités internes, les besoins en formation, les perspectives de carrière des agents. Il permettra d'évaluer les capacités de l'établissement à faire plus, différemment, et de mieux cibler les recrutements en fonction des manques qui auront été mis en lumière.

Dialogue stratégique et de gestion (DSG) 2021 phase 2 : l'établissement a obtenu 150k€ sur deux ans pour l'école universitaire et de recherche (EUR) InterMédus, 80k€ pour la poursuite du dispositif de tutorat étudiant au premier semestre de l'année en cours et 250k€ pour le service de santé universitaire (SSU). Si l'enveloppe allouée au SSU est significative, le montant octroyé ne permettra pas de couvrir les coûts liés au recrutement d'un médecin, d'une infirmière et à la gestion de tous les effectifs étudiants concernés. Néanmoins, l'établissement s'est pleinement emparé de ce dossier qui évolue vers un système partenarial et s'inscrit dans une action de coordination territoriale avec les établissements post-bac, soutenu par les élus locaux et les différents acteurs de la santé du territoire. L'établissement porte actuellement une première action de téléconsultations. Les locaux libérés suite au déménagement du Laboratoire de pharm-écologie cardiovasculaire (LaPEC) permettront d'accueillir le nouveau service de santé.

Composition du Conseil d'administration (CA) : le Président informe les administrateurs que Monsieur Vasco Gomes, en sa qualité de suivant de liste, pourvoit le siège laissé vacant par Madame Sandra Poitevin au sein du collège BIATSS du Conseil, suite au départ de cette dernière en détachement. Par ailleurs, le siège du Département de Vaucluse et de la Région Sud PACA au sein du collège des personnalités extérieures sont actuellement vacants, en attente de désignation des représentants par les collectivités suite aux récentes élections en région.

Travaux passage Maréchal Brune / Accès au pôle sportif : la parole est donnée à Madame Florence Andrzejewski, Conseillère sûreté (FSD) et ingénierie des risques, Responsable du pôle sûreté et sécurité incendie (PSSI).

La Ville d'Avignon a opéré un certain nombre de travaux et d'aménagement sur le passage de la résidence Maréchal Brune situé au sud de la parcelle du site centre-ville de l'université. Ces travaux ont eu lieu en mai et juin 2021 et ont permis la piétonisation de ce secteur qui était fréquenté par les résidents et les parents d'élèves des établissements scolaires et d'enseignement secondaire avoisinants, ceci dans la perspective à plus long terme de l'arrivée du tramway sur le boulevard Limbert. Ces travaux ont eu pour effet de modifier l'accès au parking du pôle sportif qui se fait désormais par la borne d'accès située rue Notre-Dame des sept douleurs. Pendant la durée des travaux, l'accès au parking du pôle sportif a été empêché. La Ville d'Avignon a très récemment remis au PSSI les badges de commande de la borne qui permettra aux détenteurs d'activer ce nouvel accès. Madame Andrzejewski remercie Madame Anne Gagniard pour son rôle de facilitation qui a permis de débloquer ce dossier. Les agents du PSSI commandent la borne d'accès directement à partir du poste de sécurité du site centre-ville. Les personnels qui partiront en activité sportive durant les week-ends seront dotés d'une télécommande pour pouvoir activer la borne en toute autonomie.

Monsieur Allal Berrag sollicite une prise de parole. Il soulève une problématique de sécurité liée à ce nouvel accès, l'implantation de la borne se situant devant l'entrée de l'établissement Saint Jean-Baptiste de la Salle, très fréquenté par les scolaires, les collégiens et les lycéens tout le long du cheminement des véhicules pour atteindre le parking du pôle sportif.

La CSIR indique qu'actuellement une grande zone de chantier située en face de l'ensemble scolaire génère de multiples problèmes de circulation piétonne et motorisée dans ce quartier. Madame Andrzejewski a par ailleurs rencontré le Chef d'établissement sur la question des barrières installées devant l'entrée principale du collège. Des mesures ont été prises de façon à améliorer la trajectoire des véhicules et à sécuriser l'accès au parking du pôle sportif. Elle précise également que les horaires d'enseignement de l'établissement scolaire ont été modifiés, les heures d'arrivée et de départ des élèves ne coïncident plus avec les créneaux d'enseignement de l'université. Enfin, l'entrée de l'école maternelle et primaire a été délocalisée rue du Puits de Allemands, toutes ces mesures contribuant à réduire le flux d'élèves, notamment les plus vulnérables, sur la voie d'accès au pôle sportif.

Le Président remercie Monsieur Berrag pour cette alerte et Madame Andrzejewski pour l'ensemble de ces précisions.

A l'issue de ces informations générales, Monsieur Samuel Priso-Essawe, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA), informe les administrateurs du report du point 6.2 de l'ordre du jour de séance relatif à la création de l'unité propre de recherche et d'innovation (UPRI) de l'UFR Sciences, Technologies, Santé, le Conseil de la composante n'ayant pas encore pu se prononcer sur ce dossier.

2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 29 juin 2021

Le Président invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la séance du 29 juin 2021 (*cf. annexe point 2*).

Ce point ne soulève aucune observation.

Prenant la parole, Monsieur Priso-Essawe indique avoir reçu une demande de modification du projet de procès-verbal de la part de Madame Nathalie Macé-Barbier, empêchée ce jour, relative au point 6.6 sur la création d'un parcours en apprentissage au sein du master « Théâtre et Ecritures ». En page 14, il est indiqué qu'il existe en France deux masters répertoriés sur le théâtre accessibles en apprentissage, dont un « axé sur la médiation culturelle ». Madame Macé-Barbier demande à ce que cette mention soit remplacée par « axé sur la médiation du spectacle vivant à l'ère du numérique ».

Le Président soumet donc le procès-verbal en sa version modifiée au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

3. Crise sanitaire covid-19 : point d'information sur la rentrée universitaire

La parole est donnée à Madame Andrzejewski.

Conformément à la réglementation applicable, l'ensemble des activités en cette rentrée universitaire ont pu reprendre en présentiel.

Dans le département de Vaucluse, le taux d'incidence diminue sensiblement de semaine en semaine. Depuis la réouverture de l'établissement, un seul cas positif et deux cas contacts ont été recensés au sein de l'université. A ce jour, les conditions sanitaires de rentrée sont donc très favorables.

L'opération de distribution de masques aux personnels et aux étudiants a été reconduite. La cellule de gestion de crise est toujours en activité, elle traite notamment des cas covid déclarés et des éventuelles difficultés entourant les mobilités à l'étranger. Elle est en contact permanent avec l'Agence régionale de santé (ARS) et la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de Vaucluse pour le suivi de la pandémie.

Il n'y a plus de réduction de jauge dans les espaces d'enseignement, les salles de sport, la bibliothèque universitaire, les bureaux, les espaces de restauration du CROUS. Seule une jauge de 50 % a été conservée dans les espaces de pause destinés aux personnels.

Les missions à l'international ont repris, le pass sanitaire permettant une meilleure gestion des conséquences potentielles d'une contamination sur un territoire étranger. Une évaluation de la situation sanitaire du pays d'accueil est systématiquement réalisée avant chaque départ.

L'accueil des colloques et séminaires organisés par les laboratoires a également repris, avec la mise en place du contrôle du pass sanitaire. Un premier colloque s'est déroulé début septembre, réunissant 250 participants sur le site centre-ville pendant trois jours. L'évènement a pu se tenir sans aucune difficulté.

En ce qui concerne l'application du pass sanitaire, conformément à la réglementation, le Président a désigné nominativement les personnels autorisés à réaliser le contrôle du pass sanitaire. Il s'agit des agents du PSSI et des agents logés titulaires d'un diplôme de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes de premier degré (SSIAP 1). Le registre de suivi des opérations de contrôle est tenu par le Délégué à la protection des données (DPD/DPO) de l'établissement.

En ce qui concerne la détection de la présence ou la saturation en CO₂ dans certains espaces, une phase d'expérimentation va être lancée dans les jours qui viennent. Une borne de détection va être installée dans une salle de cours et dans les salles de sport qui ne disposent pas d'accès direct sur l'extérieur. Cela permettra d'évaluer le taux de présence en CO₂ et de comparer les données recueillies avec les seuils préconisés par le MESRI. Une expérimentation va également être conduite dans les locaux du Centre d'enseignement et de recherche en informatique (CERI) du campus Jean-Henri Fabre, à l'aide d'un capteur de CO₂ conçu par des étudiants de master 2 Informatique.

Par ailleurs, un protocole a été mis en place pour l'accompagnement des associations étudiantes dans l'organisation des soirées et week-ends d'intégration. Si les activités de cohésion habituellement menées par les associations étudiantes reprennent, les représentants d'associations font preuve de sérieux et de prudence dans l'organisation de ces événements. Ceux-ci sont tenus d'appliquer le contrôle du pass sanitaire, de veiller au respect d'une jauge réduite à 75 % et de déclarer au Président toute manifestation qui se tiendrait dans ou en-dehors de l'établissement, et ce quel qu'en soit le format. Ce protocole nécessitera un travail important de suivi qui sera assuré par la cellule de gestion de crise, en lien avec la Vice-présidente déléguée à la vie universitaire (VP VU) et la Maison de la culture et de la vie de campus (MCVC).

Des protocoles propres aux activités sportives ont également été mis en place avec la délivrance d'autotests, notamment dans le cadre des sports dits de contact. Les enseignants pourront demander à l'entrée en cours si l'étudiant a réalisé un autotest, celui-ci pourra attester sur l'honneur l'avoir réalisé et obtenu un résultat négatif.

Enfin, les étudiants internationaux bénéficient d'un accompagnement individualisé sur le volet sanitaire.

Depuis le 1^{er} septembre et jusqu'au 30 septembre prochain, un centre éphémère de vaccination est implanté sur le site centre-ville de l'université, en collaboration avec la Préfecture de Vaucluse, l'ARS et l'association d'entraide Pierre Valdo qui gère actuellement l'ensemble des centres de vaccination de Vaucluse. Cette association traite directement avec les médecins de la CPAM, établit les plannings des personnels de santé et réalise toutes les formalités déclaratives qui permettent de générer les pass sanitaires dématérialisés (QR codes).

Ce centre de vaccination est ouvert à tous les étudiants relevant de l'enseignement supérieur d'Avignon et de son bassin. En termes de capacité, le centre peut proposer entre 180 et 250 injections par jour.

Par ailleurs, quatre médiateurs sont présents sur le campus Hannah Arendt sur la période de pré-rentree pour répondre aux questions des étudiants sur la crise sanitaire et la vaccination (dispositif financé par l'ARS).

Reprenant la parole à l'issue de cette présentation, le Président indique que si la rentrée se déroule bien, il est important de continuer à relayer les consignes sanitaires auprès des étudiants, et notamment le respect des gestes barrières, les mesures de distanciation physique, notamment dans les espaces d'enseignement et de circulation.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

4. Ressources humaines :

Le VP CA invite Monsieur Mathieu Boussat, Directeur des ressources humaines, à présenter l'agenda social et la liste des fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire pour l'année universitaire 2021-2022.

4.1 Information relative à l'agenda social 2021-2022

S'il y a toujours eu un dialogue social nourri au sein d'Avignon Université, celui de l'année en cours a été formalisé sous la forme d'un agenda social pour donner une meilleure visibilité aux administrateurs sur les dossiers qui leur seront présentés au cours de l'année, permettre une participation facilitée avec une programmation très en amont des groupes de travail, donner une visibilité globale sur les thématiques qui seront abordées ce qui permettra aux représentants des personnels d'abonder cette liste le cas échéant.

Cet agenda reprend à la fois des dossiers récurrents et réglementaires tels que le rapport social unique (anciennement bilan social), mais également des événements propres à l'établissement et à sa politique RH tels que la charte des contractuels BIATSS ou les lignes directrices de gestion en matière de stratégie RH (*cf. annexe point 4.1*).

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

4.2 Approbation de la liste des fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire (NBI) au titre de l'année universitaire 2021-2022

La NBI est une attribution de points d'indice pour les personnels BIATSS, qui vient valoriser une responsabilité ou une technicité particulière. L'établissement dispose d'une enveloppe allouée par le Ministère, ventilée sur les différentes fonctions reconnues comme valorisables par le groupe de travail dédié.

Une cartographie avait été établie pour une période deux années, aussi la liste des fonctions présentée ici est une reconduction à l'identique par rapport à l'année précédente (*cf. annexe point 4.2*).

Il est rappelé que le Comité technique (CT) de l'établissement avait émis un avis favorable à l'unanimité en sa séance du 15 septembre 2020.

Le DRH précise que l'agenda social 2021-2022 prévoit la constitution d'un groupe de travail dédié, chargé de rediscuter de cette cartographie pour l'année à venir.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Berrag précise qu'à l'occasion de groupes de travail précédents, les représentants des personnels avaient soulevé la question de la possibilité de réduire le nombre de points d'indice pour permettre d'élargir les fonctions éligibles.

Prenant la parole, Monsieur Stéphane Bourdageau, Directeur général des services (DGS), indique que le Ministère a été questionné à plusieurs reprises à ce sujet. Sachant que les établissements sont désormais autonomes, le Ministère considère aujourd'hui que la NBI ne donnera plus lieu à de nouvelles attributions et qu'elle n'entre pas dans les politiques de ressources humaines. Au contraire, le Ministère estime que les établissements sont libres, avec d'autres dispositifs, de pouvoir mener une politique incitative. Le DGS rappelle que le dispositif de la NBI avait vocation à disparaître, il a été maintenu mais n'a plus vocation à évoluer.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet la liste des fonctions ouvrant droit à la NBI au titre de l'année universitaire 2021-2022 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5. Approbation du schéma pluriannuel de stratégie immobilière 2015/2020-2023

En préambule, le VP CA indique que le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) dresse un état sur la situation du patrimoine immobilier de l'établissement et fait une projection sur les perspectives, sans présenter toutefois de dimension programmatique précise. Il informe les administrateurs que le SPSI 2015/2020-2023 a recueilli l'avis favorable du MESRI le 7 juillet dernier.

La parole est donnée à Madame Joëlle Bernard, Ingénieure patrimoine.

Les prémices de la gestion patrimoniale par les opérateurs de l'Etat ont débuté en 2010 avec la mise en place de conventions d'utilisation d'une durée moyenne de 25 ans. En ce qui concerne le campus Hannah Arendt, la convention a été conclue en 2012 et court jusqu'en 2037. La convention d'utilisation du site Pasteur a été récemment renouvelée jusqu'en 2040, le site Chabran sera quant à lui restitué dès que le déménagement du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV) aura été opéré vers la Villa Créative. Les avenants régissant le campus Jean-Henri Fabre ont été conclus en 2020 et courent jusqu'en 2040, le site de l'IUT est régi par un bail emphytéotique pour une durée de 99 ans.

En parallèle de cette démarche de conventionnement, l'Etat a mis en place un dispositif d'information de l'immobilier, avec notamment un suivi des conventions d'utilisation, un outil de diagnostic des bâtiments, un module de gestion financière du patrimoine et un référentiel technique des patrimoines d'universités. L'objectif est de connaître et valoriser le patrimoine immobilier, le rationaliser et l'optimiser, le moderniser en termes de performance énergétique, et enfin de professionnaliser la gestion immobilière.

Le SPSI dresse un diagnostic très précis du patrimoine de l'établissement, il comporte de nombreuses données réglementaires, techniques et fonctionnelles. Il aborde l'occupation des surfaces et leur ventilation entre l'enseignement, la recherche et les locaux administratifs, les actions de l'établissement en matière de développement durable et dresse un état des moyens humains dédiés à la gestion patrimoniale.

Le SPSI est composé de deux volets, le volet diagnostic et le volet stratégique. Le premier repose sur l'analyse détaillée et la vision consolidée du patrimoine permettant d'apprécier les performances des bâtiments sur la dimension fonctionnelle, technique, économique, réglementaire et environnementale. Ce volet comporte la description des bâtiments, leur structure, les diagnostics des équipements, et toutes les informations liées à la sécurité et l'accessibilité. Il a également été demandé les bilans amiante et des gaz à effet de serre, la consommation des fluides, les bilans énergétiques, les surfaces et occupations et les moyens humains dédiés.

Le volet stratégique se traduit par la description des axes stratégiques de l'université en matière de patrimoine immobilier sur le court et moyen terme et la description des projets immobiliers sur cinq ans. Il reprend les principes directeurs que l'établissement envisage de mettre en œuvre, les mesures de diminution des dépenses, les améliorations bâtimentaires et les évolutions de surfaces prévues, le plan d'actions relatif aux constats techniques réalisés, la dimension économique et les projets qui seront engagés.

(cf. annexes point 5).

Comme indiqué précédemment, le SPSI de l'université a recueilli un avis favorable du MESRI. Le Ministère a considéré que l'établissement disposait d'une bonne connaissance de son patrimoine. Les bilans technique, réglementaire et environnemental ont été jugés satisfaisants, tout comme la soutenabilité financière du parc immobilier dans son ensemble. Une réserve a été émise sur la soutenabilité financière des projets qui ont été déposés dans le cadre du CPER 2021-2027. L'établissement est en attente des moyens qui lui seront alloués à ce titre et qui sont susceptibles de conditionner leur réalisation en tout ou partie.

Par ailleurs, le Ministère recommande à l'établissement de poursuivre sa politique énergétique dans le respect de la loi ELAN du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, et d'adhérer à l'application OSFI, outil de suivi des fluides interministériel.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Delphine Blanke demande des informations sur les perspectives de renouvellement du bail emphytéotique de l'IUT.

Prenant la parole, le Président indique que la visibilité sur l'occupation des parcelles est à 20 ans, au-delà il est difficile de se projeter. A ce stade, la politique immobilière de l'établissement se concentre sur les projets CPER et les demandes de financement associées. Des incertitudes pèsent aujourd'hui sur la mise à disposition par le Grand Avignon de parcelles sur la zone d'Agroparc, pour le projet cœur de site Agrosiences et le projet de résidence CROUS, et ce malgré les engagements pris par la collectivité.

Madame Blanke indique par ailleurs avoir relevé deux coquilles sur la dénomination de deux départements de l'IUT qui ont changé de nom.

Madame Bernard en prend note.

A l'issue des échanges, le Président précise que la Direction immobilière de l'Etat (DIE) a souligné l'excellence des services de l'université en termes de connaissance et de maîtrise des bâtiments et de leurs coûts énergétiques. Il tient à remercier la DPI pour son expertise et le travail accompli.

Le Président soumet le SPSI 2015/2020-2023 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6. Recherche :

Le VP CA invite Monsieur Georges Linarès, Vice-président Recherche (VP CR), à présenter ces points.

6.1 Mobilité des doctorants

En préambule, Monsieur Linarès rappelle que jusqu'alors, l'établissement proposait le programme Perdiguier destiné à soutenir la mobilité des doctorants. Ce programme couvrait deux types de besoins de nature assez différente : d'une part la mobilité sortante (courts séjours à l'étranger pendant la durée de la thèse) et d'autre part la mobilité entrante des étudiants en cotutelles (séjours pouvant aller de deux à douze mois). Ces deux types de mobilités étant soumises à des contraintes très différentes, il est donc proposé de scinder le programme Perdiguier initial en deux programmes, l'un spécifiquement dédié à la mobilité sortante des doctorants, et l'autre dédié au soutien aux cotutelles.

- Révision du Programme Perdiguier (document de cadrage)

Le programme Perdiguier révisé s'adresse aux doctorants (hors cotutelles) qui souhaitent effectuer une mobilité sortante de deux à quatre mois dans des laboratoires étrangers. Ces mobilités constituent une véritable valeur ajoutée pour les doctorants eux-mêmes dans le cadre de leur formation, elles sont valorisables dans leur curriculum vitae et sont également un moyen très concret de développer des collaborations internationales pour les laboratoires.

Le montant de l'aide allouée varie de 1 500 à 4 000 euros.

(cf. annexe point 6.1).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Blanke relève que ce document de cadrage ne fait pas mention des étudiants qui réalisent leur doctorat à temps partiel.

Le VP CR prend note de cette remarque et indique qu'une évolution du texte sera envisagée pour formaliser l'éligibilité de ce dispositif aux doctorants à temps partiel, sous réserve de conformité réglementaire.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet la révision du programme Perdiguier au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

- **Création du Programme d'aide aux cotutelles (document de cadrage)**

La création du programme d'aide aux cotutelles a vocation à lever les difficultés rencontrées en matière de mobilités entrantes des doctorants en cotutelles dans le cadre du programme Perdiguer initial. Ces mobilités sont majoritairement financées par les universités et organismes partenaires. Le montant de ces financements varie en fonction de l'établissement d'origine et parfois les étudiants ne bénéficient pas de moyens suffisants pour effectuer leur mobilité en France dans des conditions satisfaisantes. Pour répondre à ces problématiques humaines et sociales, ce nouveau programme permet de compléter les ressources de ces étudiants pour atteindre un niveau plus ou moins équivalent au SMIC. Il contribue ainsi à l'amélioration des conditions d'accueil des doctorants étrangers.

Il constitue par ailleurs un outil incitatif de développement des contrats de cotutelles qui sont le plus souvent majoritairement financés par les partenaires. Ce programme permet de soutenir des thèses en mobilisant des moyens en fonctionnement.

(cf. annexe point 6.1).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la création du programme d'aide aux cotutelles au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.2 Création de l'unité propre de recherche et d'innovation (UPRI) à l'UFR Sciences, Technologies, Santé

- **Approbation des statuts de l'UPRI**

⇒ **Report à la séance du Conseil d'administration du 9 novembre 2021**

- **Actualisation de l'annexe aux statuts de l'UFR Sciences, Technologies, Santé**

⇒ **Report à la séance du Conseil d'administration du 9 novembre 2021**

- **Actualisation des statuts de l'Ecole doctorale « Agrosciences et sciences » (ED 536)**

⇒ **Report à la séance du Conseil d'administration du 9 novembre 2021**

6.3 Création de la Business Unit « IGBalance » (LaPEC)

La création du dispositif des *Business Units* a été adoptée en CA le 27 avril dernier (cf. délibération n°CA-2021-080).

Le VP CR rappelle que les *Business Units* sont des structures assez souples qui ont vocation à préfigurer un projet de valorisation industrielle et éventuellement de création d'entreprise. Elles doivent permettre de donner les moyens aux chercheurs de tendre vers la preuve de concept de la valorisation, elles permettent de produire et de commercialiser dans un cadre moins engageant que la création d'entreprise effective ou un projet porté directement par un partenaire industriel.

La proposition de *Business Unit* « IGBalance » est basée sur un procédé original de mesure de l'index glycémique (cf. annexe point 6.3).

Il s'agit d'un sujet à fort enjeu industriel et sociétal, avec une sensibilité croissante des consommateurs aux impacts santé de ce qu'ils consomment. Des évolutions de la réglementation sont à venir pour rendre obligatoire l'information relative aux index glycémiques.

Le projet « IGBalance » est porté par Monsieur Guillaume Walther, maître de conférences HDR, et soutenu par la direction du LaPEC. Il mobilisera certains des équipements gérés par le laboratoire.

En ce qui concerne l'attribution d'une décharge au porteur de projet, le VP CR indique que le budget prévisionnel de la *Business Unit* « IGBalance » se situe entre 40 et 50k€ pour les six à douze mois à venir. En se référant à la règle de calcul des décharges pour responsabilité de projet de recherche, on aboutit à 24 heures de décharge. Il est donc proposé au CA d'allouer ce volume de décharge associée.

Le montant de la dotation en fonctionnement demandé à l'établissement pour le démarrage du projet reste à préciser. Conformément au document de cadrage du dispositif des *Business Units*, le vote du CA sur ce point interviendra dans un second temps.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Grégory Durand demande en quoi le dispositif des *Business Units* va faciliter la signature de contrats de recherche par rapport aux outils déjà existants proposés par la Direction d'appui à la recherche et à l'innovation (DARI) en matière de contractualisation. Il demande par ailleurs quel bénéfice va tirer l'établissement du soutien financier apporté à ces *Business Units*, et en particulier « IGBalance ».

Monsieur Linarès indique que le dispositif de *Business Units* se veut souple et facilitant pour la mise en œuvre de projets de prestations de recherche et non de collaborations de recherche. Ce dispositif s'inscrit dans la préfiguration d'un transfert de technologies et de valorisation. Il permet de formaliser le portage d'un projet par un chercheur et son laboratoire, et de déterminer par exemple les conditions d'accès à certains équipements dans le cadre de ce projet.

Sur la question du retour établissement lié au soutien financier qui serait alloué, le VP CR indique que d'une part la *Business Unit* « IGBalance » va générer de la ressource propre et fera l'objet d'un prélèvement à hauteur de 14 % (identique au prélèvement sur contrats de recherche) mais surtout ce projet constitue un outil de développement économique du territoire. S'il donne lieu à une création d'entreprise, il contribuera à la création d'emplois et de richesses, mission relevant de l'université dans son rôle d'acteur du territoire.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet au vote des administrateurs la création de la *Business Unit* « IGBalance » et l'attribution d'une décharge de service de 24 heures au profit du porteur de projet Monsieur Guillaume Walther.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7. Conventions :

7.1 Approbation de la convention de coopération entre Avignon Université et le Lycée général et technologique François Pétrarque d'Avignon au titre de l'année universitaire 2020-2021

Cette convention définit les modalités de partenariat entre l'université et le Lycée général et technologique François Pétrarque dans le cadre de la licence professionnelle (LP) « Management et gestion des organisations » portée par le SFTLV. Il s'agit ici d'une régularisation, cette convention couvrant l'année universitaire 2020-2021 (*cf. annexe point 7.1*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cette convention au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7.2 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et le GRETA Vaucluse au titre de l'année universitaire 2021-2022

Ce projet de convention précise les modalités de coopération pédagogique entre l'université et le GRETA Vaucluse dans le cadre du diplôme d'université « Conducteur de systèmes de production automatisés » (DU CSPA) porté par le SFTLV (*cf. annexe point 7.2*).

Conformément à la délibération n°2017-055 du CA en sa séance du 27 juin 2017, ce projet prévoyant un taux de rémunération horaire dépassant au-delà de deux fois le taux horaire équivalent TD (hTD), il doit être soumis à l'approbation préalable du Conseil.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cette convention au vote des administrateurs

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

8. Questions diverses

⇒ **Néant**

Reprenant la parole, et pour faire suite à ses propos introductifs en première partie de séance, le Président indique que l'établissement a reçu de nombreux indicateurs positifs, plusieurs élus se mobilisent dans le territoire pour soutenir les projets de l'université. Néanmoins, il est regrettable de constater un décalage significatif entre les annonces des différents acteurs, du local au national, et les actions conduites sur le terrain. Le Président appelle les administrateurs à la plus grande vigilance et à faire preuve de la lucidité quant aux annonces médiatiques du moment, et ce compte tenu du contexte actuel très mouvant et incertain.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h10.

Le Président d'Avignon Université


Philippe ELLERKAMP
